

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(Commun à tous les lots)

Maintenance des métiers à tisser, fabrication d'outillages spécifiques
aux métiers à tisser et fabrication de métiers « école » pour les
manufactures textiles des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie,
et leurs ateliers école

Marché n° 2025-AOO-25

1	IDENTIFICATION ET PRÉSENTATION DES PARTIES.....	4
1.1	Identification du pouvoir adjudicateur.....	4
1.2	Présentation des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national.....	4
1.3	Définition.....	4
1.4	Interlocuteurs des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national	4
2	OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	5
2.1	Objet du marché	5
2.2	Allotissement.....	5
2.3	Durée et reconductions de l'accord-cadre.....	5
2.4	Forme et étendue de l'accord-cadre	6
2.5	Délais plafonds d'exécution	6
2.6	Lieux d'exécution.....	6
2.7	Procédure.....	8
3	PIÈCES CONTRACTUELLES.....	8
4	MODALITÉS GENERALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	9
4.1	Changement dans la situation du Titulaire	9
4.2	Clause de réexamen.....	10
4.3	Prix nouveaux – Prestations supplémentaires ou modificatives.....	10
4.4	Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	10
4.5	Dispositions applicables en cas de sous-traitance	11
5	MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
5.1	Obligations des Manufactures nationales.....	11
5.2	Obligations du Titulaire.....	12
5.2.1	Obligation de conseil et d'information	12
5.2.2	Obligation de résultat.....	12
5.2.3	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	12
5.3	Suivi des prestations	13
5.3.1	Réunions.....	13
5.3.2	Livrables.....	13
6	CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	13
7	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	14
7.1	Admission	14
7.2	Ajournement.....	14
7.3	Réfaction.....	14

7.4	Rejet	14
8	PÉNALITÉS	14
8.1	Modalités d'application des pénalités.....	14
8.2	Pénalités	15
8.2.1	Pénalités de retard	15
8.2.2	Autres pénalités	15
9	ASSURANCES	16
10	REPARATION DES DOMMAGES.....	16
11	EMISSION DES BONS DE COMMANDE	16
12	PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	17
12.1	Forme des prix.....	17
12.2	Contenu des prix	17
12.3	Variation des prix.....	17
12.4	Mode de règlement.....	18
12.5	Factures	18
12.6	Modalités de règlement.....	18
12.7	T.V.A.....	19
12.8	Paieement sous-traitants et cotraitants	19
12.9	Clause de financement et de sûreté.....	19
12.9.1	Avance.....	19
12.9.2	Retenue de garantie	19
12.9.3	Cession ou nantissement.....	20
13	CONFIDENTIALITÉ.....	20
14	RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	20
15	RÉSILIATION.....	20
15.1	Généralités.....	20
15.2	Résiliation pour faute.....	21
16	PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	21
17	RÈGLEMENT AMIABLE ET PROCÉDURE EN CAS DE LITIGE	22
18	DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....	22

1 IDENTIFICATION ET PRÉSENTATION DES PARTIES

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay, ci-après désigné « l’établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national », « le pouvoir adjudicateur » ou « l’acheteur ».

Nom et adresse officiels de la personne publique :

Etablissement public Manufactures nationales –Sèvres & Mobilier national

1, rue Barbier du Mets - 75013 Paris

Téléphone : 01 44 08 52 00

1.2 Présentation des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1er janvier 2025 pour promouvoir l’excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d’art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d’art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d’art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l’écosystème fragile des métiers d’art ; la valorisation du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d’histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay ; l’atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l’ameublement.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de Seine (Sèvres), dans l’Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l’Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l’Oise (Beauvais).

1.3 Définition

Est entendu par « Titulaire » l’entreprise attributaire du marché pour le(s) lot(s) qui la concerne(nt), pour son propre compte ou en tant que mandataire d’un groupement d’entreprises.

1.4 Interlocuteurs des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Les interlocuteurs du pouvoir adjudicateur chargés du suivi de l’exécution des prestations sont :

- La directrice, l'adjointe à la directrice et les chefs d'atelier de la direction des Manufactures de création d'arts textiles ;
- La responsable de l'Ecole des arts textiles.

Les demandes de devis émaneront des interlocuteurs listés ci-dessus. Le titulaire s'engage à ne prendre aucune consigne en provenance d'agents de l'établissement des Manufactures nationales autres que les interlocuteurs désignés ci-dessus ou qui n'auraient pas été expressément désignés.

2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de maintenance et de révision des métiers à tisser, la fabrication d'outillages spécifiques aux métiers à tisser et la fabrication de métiers « école » pour les manufactures textiles des Gobelins, de Beauvais et de Savonnerie, et leurs ateliers écoles.

Le marché porte sur des prestations de fournitures et de services.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) s'applique à tous les lots.

2.2 Allotissement

Le marché est alloté de la façon suivante :

- Lot n°1 : **Maintenance et révision des métiers à tisser (de production et école, de tailles petites à très grandes, en structure bois ou métal), fabrication d'outillages spécifiques** aux métiers à tisser pour les manufactures textiles des Gobelins, de Beauvais et de Savonnerie, et leurs ateliers écoles, sur les sites de Paris, Beauvais et Lodève.
- Lot n°2 : **Fabrication de métiers « école », en structure bois**, pour les ateliers écoles des manufactures textiles des Gobelins et de Savonnerie, **de petite taille (- 2m), pour le site de Paris (75).**
- Lot n°3 : **Fabrication de métiers « école », en structure métal**, pour l'atelier école de la manufacture textile de Savonnerie, **de petite taille (- 2m), pour le site de Lodève (34).**

2.3 Durée et reconductions de l'accord-cadre

Lot n°1

Le lot n°1 est conclu pour une durée ferme de quatre (4) ans à compter de sa date de notification.

Lot n°2

Le lot n°2 est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconductible une fois (1) fois pour une durée de deux (2) ans, par tacite reconduction. La durée maximum de l'accord-cadre est donc de quatre (4) ans, reconduction éventuelle incluse.

Lot n°3

Le lot n°3 est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconductible une fois (1) fois pour une durée de deux (2) ans, par tacite reconduction. La durée maximum de l'accord-cadre est donc de quatre (4) ans, reconduction éventuelle incluse.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Dans l'hypothèse où l'établissement Manufactures nationales ne souhaiterait pas reconduire le marché, il en informera le(s) titulaire(s) par courrier recommandé au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard trois (3) mois suivant la fin du marché.

2.4 Forme et étendue de l'accord-cadre

Chaque lot prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande.

Chaque lot est conclu à prix unitaires pour les prestations précisées dans le CCTP commun à tous les lots et décrites dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) propre à chaque lot, et annexé à l'acte d'engagement (annexe n°1).

Ces prestations à prix unitaires sont conclues sans montant minimum, et les montants maximums s'établissent comme suit :

- Pour le lot n°1 : **500 000 € HT** sur toute la durée du marché ;
- Pour le lot n°2 : **160 000 € HT** sur toute la durée du marché, reconductions incluses ;
- Pour le lot n°3 : **200 000 € HT** sur toute la durée du marché, reconductions incluses.

2.5 Délais plafonds d'exécution

Pour le lot n°1, le titulaire est soumis au respect des délais d'exécution et de livraison précisés ci-dessous :

- Maintenance et révision des métiers à tisser : **intervention à débiter 3 semaines maximum après la validation de la commande** auprès du titulaire ;
- Fabrication d'outillages spécifiques aux métiers à tisser : **prestation à livrer 8 semaines maximum après la validation de la commande** auprès du titulaire ;
- Dans le cas d'une prestation de dépannage en urgence, pour la maintenance des métiers à tisser, le délai d'intervention est réduit à : **7 jours ouvrés maximum après validation de la commande**.

Pour les lots n°2 et n°3, le titulaire est soumis au respect des délais d'exécution et de livraison précisés ci-dessous :

- Fabrication de métiers « école » : **prestation à livrer 12 semaines maximum après la validation de la commande** auprès du titulaire.

2.6 Lieux d'exécution

Le présent marché a pour périmètre géographique les sites des ateliers des manufactures textiles de l'établissement des Manufactures nationales, répartis sur 3 villes : Beauvais (Oise), Paris, Lodève (Hérault).

Pour chaque lot, les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- Lot n°1 : **Maintenance et révision des métiers à tisser (de production et école, de tailles petites à très grandes, en structure bois ou métal), fabrication d'outillages spécifiques** aux métiers à tisser pour les manufactures textiles des Gobelins, de Beauvais et de Savonnerie, et leurs ateliers écoles, sur les sites de Paris, Beauvais et Lodève.

Pour le lot n°1, le prestataire sera amené à effectuer les prestations au sein de son atelier et/ou dans les différents sites des manufactures listés ci-après :

- A Paris :
 - Manufacture des Gobelins : 42 avenue des Gobelins, 75013 Paris ;
 - Manufacture de Beauvais – atelier Paris : 1 bis rue Barbier du Mets, 75013 Paris ;
 - Manufacture de Savonnerie – atelier Paris : 1 bis rue Barbier du Mets, 75013 Paris ;
 - Atelier école de la manufacture des Gobelins : 42 avenue des Gobelins, 75013 Paris ;
 - Atelier école de la manufacture de Beauvais : 1 bis rue Barbier du Mets, 75013 Paris ;
 - Atelier école de la manufacture de Savonnerie à Paris : 1 bis rue Barbier du Mets, 75013 Paris ;
 - Salle concours école : 42 avenue des Gobelins, 75013 Paris.
- A Beauvais (Oise) :
 - Manufacture de Beauvais – atelier Beauvais : 24 rue Henri Brispot, 60000 Beauvais
- A Lodève (Hérault) :
 - Manufacture de Savonnerie – atelier Lodève : 1 allée des licières, 34700 Lodève ;
 - Atelier école de la manufacture de Savonnerie à Lodève : 1 allée des licières, 34700 Lodève.
- Lot n°2 : **Fabrication de métiers « école », en structure bois**, pour les ateliers écoles des manufactures textiles des Gobelins et de Savonnerie, **de petite taille (- 2m)**, pour le site de Paris (75).
 Pour le lot n°2, le prestataire sera amené à effectuer les prestations au sein de son atelier et/ou dans les différents espaces écoles, du site de Paris, des manufactures des Gobelins et de Savonnerie listés ci-après :
 - Atelier école de la manufacture des Gobelins : 42 avenue des Gobelins, 75013 Paris ;
 - Atelier école de la manufacture de Savonnerie à Paris : 1 bis rue Barbier du Mets, 75013 Paris ;
 - Salle concours école : 42 avenue des Gobelins, 75013 Paris.
- Lot n°3 : **Fabrication de métiers « école », en structure métal**, pour l'atelier école de la Manufacture textile de Savonnerie, **de petite taille (- 2m)**, pour le site de Lodève (34).
 Pour le lot n°3, le prestataire sera amené à effectuer les prestations au sein de son atelier et/ou dans l'espace école, du site de Lodève, de la Manufacture de Savonnerie listé ci-après :
 - Atelier école de la manufacture de Savonnerie à Lodève : 1 allée des licières, 34700 Lodève.

2.7 Procédure

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée en application de l'article L.2124-1 du Code de la commande publique.

La procédure de passation utilisée est un appel d'offres ouvert en application de l'article L.2124-2 du Code de la commande publique.

3 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes, propre à chaque lot :
 - Annexe n°1 : Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
 - Annexe n°2 : La(les) déclaration(s) de sous-traitance et agrément des conditions de paiement – DC4 (le cas échéant) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), commun à l'ensemble des lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots, et ses annexes :
 - CCTP - Annexe n°1 - Liste des métiers Production - Manufacture des Gobelins (Paris)
 - CCTP - Annexe n°2 - Liste des métiers Production - Manufacture de Beauvais (Paris)
 - CCTP - Annexe n°3 - Liste des métiers Production - Manufacture de Beauvais (Beauvais ville)
 - CCTP - Annexe n°4 - Liste des métiers Production - Manufacture de Savonnerie (Paris)
 - CCTP - Annexe n°5 - Liste des métiers Production - Manufacture de Savonnerie (Lodève)
 - CCTP - Annexe n°6 - Liste des métiers Ecole - Haute-lice (Paris)
 - Annexe n°6.1 - Métiers Ecole - Haute-lice (Paris) et salle concours - Liste technique
 - Annexe n°6.2 - Métiers Ecole - Haute-lice (Paris) - Photos métiers atelier école
 - Annexe n°6.3 - Métiers Ecole - Haute-lice (Paris) - Photos métiers salle concours
 - Annexe n°6.4 - Métiers Ecole - Haute-lice (Paris) - Plan atelier école
 - Annexe n°6.5 - Métiers Ecole - Haute-lice (Paris) - Plan Salle Concours
 - CCTP - Annexe n°7 - Liste des métiers Ecole - Basse-lice (Paris)
 - Annexe n°7.1 - Métiers Ecole - Basse-lice (Paris) - Liste technique
 - Annexe n°7.2 - Métiers Ecole - Basse-lice (Paris) - Photos métiers atelier école
 - Annexe n°7.3 - Métiers Ecole - Basse-lice (Paris) - Photos métiers salle concours
 - Annexe n°7.4 - Métiers Ecole - Basse-lice (Paris) - Plan atelier école
 - Annexe n°7.5 - Métiers Ecole - Basse-lice (Paris) - Plan Salle Concours
 - CCTP - Annexe n°8 - Liste des métiers Ecole - Savonnerie (Paris)
 - Annexe n°8.1 - Métiers Ecole - Savonnerie (Paris) - Liste technique
 - Annexe n°8.2 - Métiers Ecole - Savonnerie (Paris) - Photos métiers atelier école
 - Annexe n°8.3 - Métiers Ecole - Savonnerie (Paris) - Photos métiers salle concours
 - Annexe n°8.4 - Métiers Ecole - Savonnerie (Paris) - Plan atelier école
 - Annexe n°8.5 - Métiers Ecole - Savonnerie (Paris) - Plan Salle Concours
 - CCTP - Annexe n°9 - Plan technique création métier école – Catusse
 - CCTP - Annexe n°10 - Inventaire des métiers à tisser par typologie, modèle et structure (au 14.04.25)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;

- Les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché et les éventuels actes spéciaux modificatifs ;
- Le mémoire technique du Titulaire du lot considéré.

En cas de contradiction entre les pièces contractuelles, la documentation de rang supérieur prévaudra pour l'obligation en cause.

Toutes les conditions générales de vente ou autres mentions pouvant figurer dans la proposition commerciale transmise par le Titulaire à l'appui de son offre qui seraient contraires aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-dessus sont réputées non écrites.

Bien que non matériellement joint au marché, le CCAG-FCS est réputé parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre les Manufactures nationales.

Seul l'exemplaire du marché détenu par les Manufactures nationales fait foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du présent marché comprend une copie de l'acte d'engagement (et de ses annexes).

4 MODALITÉS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 Changement dans la situation du Titulaire

Le Titulaire informe sans délai les Manufactures nationales de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Par ailleurs, le Titulaire communique immédiatement aux Manufactures nationales les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À sa nationalité ;
- À son domicile ou à son siège social ;
- Au montant de son capital social ;
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- À ses coordonnées bancaires.

Le Titulaire fait parvenir aux Manufactures nationales, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification. Cette modification est prise en compte par les Manufactures nationales dans un délai de trente (30) jours calendaires.

Dans le cas d'une nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire, ou du membre concerné en cas de groupement d'opérateurs économiques, le Titulaire doit produire l'ensemble des documents et renseignements suivants concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE faisant apparaître la fusion / absorption de la société correspondante ;

- Les attestations fiscales et sociales de la nouvelle entreprise ;
- La liste nominative salariés étrangers employés conformément à l'article D.8254-2 du code du travail ;
- L'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de la nouvelle entreprise ;
- Le document de candidature identique à celui fourni dans le dossier de la consultation des entreprises lors de la mise en concurrence.

La cession du marché acceptée par les Manufactures nationales font l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

4.2 Clause de réexamen

L'article 25 du CCAG-FCS s'applique.

4.3 Prix nouveaux – Prestations supplémentaires ou modificatives

Le Titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques et prix du marché sans autorisation préalable des Manufactures nationales.

Il est dérogé à l'article 23.1 du CCAG-FCS. Toute prestation supplémentaire ou modificative sera fixée par voie d'avenant, y compris pour des prix nouveaux au BPU.

4.4 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour les Manufactures nationales.

S'il envisage de modifier le marché pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, les Manufactures nationales se fondent sur les justifications financières précises que leur apporte le Titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

En cas d'acceptation de la demande par les Manufactures nationales, les modifications apportées aux prix ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, les Manufactures nationales et le Titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le Titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le Titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par les Manufactures nationales :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le Titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

4.5 Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le Titulaire se conforme strictement aux articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément des Manufactures nationales, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Les Manufactures nationales doivent accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), les Manufactures nationales sont réputées avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant de l'accord-cadre. En cours d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

5 MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Obligations des Manufactures nationales

Pendant toute la durée du marché, les Manufactures nationales :

- garantissent au Titulaire l'accès aux installations dont il a la charge, suivant les modalités prévues par le marché en termes de sécurité, sûreté, horaires d'ouverture de sites, et de planification des tâches à mener,
- mettent à disposition la documentation en sa possession pour faciliter l'exécution des prestations, ainsi que tout document et information utile.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

5.2 Obligations du Titulaire

5.2.1 Obligation de conseil et d'information

De manière générale, le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement les Manufactures nationales sur les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts des Manufactures nationales.

Ce devoir de conseil doit être formalisé et fondé sur la production d'un écrit qui détaille les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

De plus, le Titulaire est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler :

- Toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation et aux normes en vigueur,
- Tout changement des normes et réglementations.

Il en informe sans délai le pouvoir adjudicateur et précise la nature et la périodicité des contrôles réglementaires éventuels et se prête aux sujétions qu'ils entraînent.

5.2.2 Obligation de résultat

Le Titulaire a une obligation de résultat. Il doit donc disposer et mettre en œuvre les moyens humains et techniques qu'il estime nécessaires à l'exécution des prestations et qui lui permettent d'atteindre les objectifs de résultat qui y sont assignés.

Ces moyens sont exclusivement à sa charge et doivent être proportionnels à l'atteinte desdits objectifs.

L'obligation de résultat sera appréciée de la manière suivante :

- Disponibilité optimale des installations,
- Maintien pendant la durée du marché des performances proches des caractéristiques de fonctionnement normal des équipements neufs.

5.2.3 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité et dans le respect des normes relatives aux prestations objet du marché.

Le Titulaire doit respecter les dispositions en vigueur du Code du travail et toute autre disposition lui étant applicable, notamment s'agissant du travail en hauteur.

À ce titre, il doit observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des opérations. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement de ses prix.

Le personnel du Titulaire doit disposer des vêtements de protection individuelle adaptés, notamment gants et chaussures de sécurité.

5.3 Suivi des prestations

5.3.1 Réunions

Les réunions se dérouleront en présentiel ou en distanciel, dans les conditions précisées par les Manufactures nationales.

Les réunions de lancement et mise en place du marché, les réunions de suivi, les réunions annuelles et la réunion de fin de marché sont précisées aux articles 6.1 à 6.3 du CCTP commun à tous les lots.

5.3.2 Livrables

Les livrables sont transmis aux représentants de la direction des Manufactures de création d'arts textiles et à la responsable de l'Ecole des arts textiles par mail, en version non modifiable (exemple .pdf).

Les livrables attendus sont précisés :

- A l'article 6.2 du CCTP commun à tous les lots, pour ce qui est du rapport d'activité annuel.

Ce livrable est réputé être approuvé et validé par les Manufactures nationales si ces dernières n'ont pas formulé d'observations particulières dans un délai de deux (2) semaines calendaires suivant leur réception.

Toutefois, en cas de non-acceptation (totale ou partielle) d'un livrable par les Manufactures nationales pour des raisons imputables au Titulaire, le Titulaire procède à ses frais, à tout ajout/ correction/ modification que le pouvoir adjudicateur estime nécessaire dans les plus brefs délais et, en tout état de cause dans les 72h maximum qui suivent la demande d'ajout/ correction/ modification du livrable.

- à l'article 2.8 du CCTP commun à tous les lots, pour ce qui est du rapport d'intervention.

Ce livrable est réputé être approuvé et validé par les Manufactures nationales si ces dernières n'ont pas formulé d'observations particulières dans un délai de 48 heures suivant sa réception.

Toutefois, en cas de non-acceptation (totale ou partielle) d'un livrable par les Manufactures nationales pour des raisons imputables au Titulaire, le Titulaire procède à ses frais, à tout ajout/ correction/ modification que le pouvoir adjudicateur estime nécessaire dans les plus brefs délais et, en tout état de cause dans les 72h maximum qui suivent la demande d'ajout/ correction/ modification du livrable.

6 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de prise en compte de la protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Le Titulaire doit prendre en compte, pour et dans l'exécution du marché, les actions suivantes :

- La mise à disposition des livrables de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco-labellisés garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemple : label FCS, PEFC ou équivalents) ;
- L'optimisation de la consommation d'eau et d'énergie par les installations et procédés utilisés dans la fabrication et la maintenance des métiers à tisser.
- La limitation de la production de déchets et leur optimisation en matière de gestion et de traçabilité ;
- L'utilisation de produits limitant la pollution de l'eau et de l'air ;

- La limitation des suremballages ;
- Le respect des règles de gestion et de traitement des déchets issus des prestations.

7 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Admission

Si la prestation est conforme aux stipulations du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur procède au service fait après réalisation de la prestation qui vaudra décision d'admission des prestations concernées.

Le service fait après réalisation de la prestation sera conditionné par le rendu d'un rapport d'intervention, conformément au CCTP commun à tous les lots.

7.2 Ajournement

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, lorsque les Manufactures nationales estiment que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau aux Manufactures nationales les prestations mises au point, dans le délai indiqué par ce dernier, à compter de la notification par courriel de la décision d'ajournement. Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans le délai précisé par le pouvoir adjudicateur. En cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter. Le silence du Titulaire au-delà du délai indiqué au Titulaire dans la décision initiale d'ajournement vaut décision de rejet des prestations.

7.3 Réfaction

Si la prestation, bien que pas entièrement conforme aux stipulations du marché, peut néanmoins être admise par le pouvoir adjudicateur, celui-ci fera état de sa « décision de réfaction » au sens de les admettre avec réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision lui sera notifiée par courriel donnant date certaine qu'après que le Titulaire du lot concerné ait été mis à même de présenter ses observations, conformément aux dispositions de l'article 30.3 du CCAG-FCS.

7.4 Rejet

Lorsque les Manufactures nationales estiment que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le Titulaire ait été mis à même de présenter ses observations. Conformément à l'article 30.4.2 du CCAG-FCS, en cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

8 PÉNALITÉS

8.1 Modalités d'application des pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment, la possibilité de refuser la prestation réalisée par le Titulaire, et d'en prescrire la réfection totale ou partielle aux frais du Titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, et pour chaque lot, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

8.2 Pénalités

Pour chaque lot, le manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à l'application des pénalités suivantes :

8.2.1 Pénalités de retard

Pour chaque lot, il est dérogé à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS :

- Pour chaque lot, en cas de retard imputable au Titulaire dans l'exécution des prestations concernées, par rapport aux délais d'exécution précisés à l'article 2.4 du CCTP commun à tous les lots, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € par semaine calendaire de retard.
- Pour chaque lot, en cas de retard imputable au Titulaire dans la remise du rapport d'activité annuel, par rapport aux délais plafonds d'exécution précisés à l'article 9.3 du CCTP, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100€ par semaine calendaire de retard.
- Pour chaque lot, en cas de retard dans la signature du plan de prévention principal, et ce par rapport aux délais plafonds d'exécution précisés à l'article 11.3.1 du CCTP, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50€ par jour calendaire de retard.
- Pour chaque lot, en cas de retard imputable au titulaire dans l'établissement d'un devis, par rapport au délai d'exécution précisé à l'article 2.3 du CCTP commun à tous les lots, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 75€ par jour calendaire de retard.

8.2.2 Autres pénalités

- Pour chaque lot, en cas d'absence constatée, répétée et non motivée (à partir de 2) à une réunion précisée aux articles 9.1 à 9.4 du CCTP, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100€ par absence constatée.
- Pour chaque lot, en cas d'absence constatée et non justifiée à l'inspection commune préalable telle que précisée à l'article 11.3.2, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200€ par absence constatée.

9 ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des Manufactures nationales et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire doit, dans le délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, transmettre aux Manufactures nationales une attestation d'assurance indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Les garanties dont le Titulaire bénéficie doivent être suffisantes au regard de l'objet du marché.

Le Titulaire transmettra cette attestation tous les ans et ce, jusqu'à l'échéance du marché.

Le Titulaire s'engage à informer expressément les Manufactures nationales de toute modification de son contrat d'assurance.

10 REPARATION DES DOMMAGES

Conformément à l'article 8 du CCAG-FCS, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par les Manufactures nationales, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge des Manufactures nationales.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute des Manufactures nationales, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues.

Le Titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

11 EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les modalités d'établissement des devis sont précisées à l'article 2.3 du CCTP commun à tous les lots.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard trois (3) mois suivant la fin de marché.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- Les coordonnées du bénéficiaire (SIRET, etc),
- Le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture),
- La date d'émission du bon de commande,
- La référence de l'accord-cadre : **2025-AOO-25, lot n°X**,
- Les quantités des prestations à réaliser,
- Le contenu détaillé des prestations à réaliser,

- Le montant du bon de commande (HT et TTC)
- Les conditions particulières d'exécution,
- Les délais d'exécution,
- Le lieu de livraison/d'exécution,
- Les documents à fournir à la réception s'il y a lieu.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le Titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

12 PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

12.1 Forme des prix

Chaque lot est conclu à prix unitaires pour les prestations précisées dans le CCTP et décrites dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) propre à chaque lot, et annexé à l'acte d'engagement (annexe n°1).

12.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont notamment réputés inclure :

- Les frais de réunions,
- L'organisation et la coordination des prestations,
- Le suivi contractuel.

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

12.3 Variation des prix

Les prix sont établis selon les conditions économiques en vigueur au mois M0, correspondant au mois de remise de l'offre.

Le présent marché est conclu à prix révisables.

Les prix seront révisés par ajustement en fonction des prix publics du titulaire.

La demande d'ajustement devra être formulée par courriel, avec accusé de réception, à l'attention du représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai d'un (1) mois à compter de chaque date anniversaire de notification du marché.

En l'absence de présentation de nouveaux tarifs par le titulaire dans ce délai, les prix applicables pour la période précédente sont reconduits.

L'absence de réponse du pouvoir adjudicateur dans un délai d'un (1) mois suivant la demande vaut acceptation des nouveaux prix.

12.4 Mode de règlement

Le mode de règlement imposé par les Manufactures nationales est le virement administratif.

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique, selon la réglementation en vigueur.

12.5 Factures

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après constatation du service fait (partiel ou total) par les Manufactures nationales.

Les factures doivent être libellées à :

Établissement public des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

1 rue Barbier du Mets

75013 Paris

Les factures, à en-tête de l'entreprise émettrice, doivent indiquer, outre la date et le numéro d'identification :

- La référence précise du marché : **marché n°2025-AOO-25**– Lot n° [à compléter] ;
- La date de notification du marché ;
- Le nom ou la raison sociale et adresse des parties ;
- Le numéro d'inscription au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire des métiers ;
- Le numéro de SIRET ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire, tel qu'il est précisé dans le cadre du marché ;
- Le détail des prestations réalisées ;
- Les prix hors TVA, le montant de TVA et son taux, les prix TTC, si le Titulaire est assujetti à la TVA ou le montant net si le Titulaire n'y est pas assujetti.

Sont déduites au montant, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 8 du présent CCAP.

Le Comptable assignataire des Manufactures nationales se réserve le droit de renvoyer au Titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui doivent accompagner la facture.

12.6 Modalités de règlement

Les factures sont envoyées via le portail Chorus Pro.

Le code SIRET des Manufactures nationales est le suivant : 939 106 274 00011.

Délais de paiement

Les sommes dues sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt en vigueur de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) majoré de huit (8) points.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant des Manufactures nationales constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

12.7 T.V.A.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

12.8 Paiement sous-traitants et cotraitants

L'acte spécial de sous-traitance indique les sommes qui seront réglées aux sous-traitants.

NB : Dans le cas où la sous-traitance est déclarée lors de la remise de l'offre, l'annexe n°2 à l'acte d'engagement propre à chaque lot devra également indiquer les sommes qui seront réglées respectivement au Titulaire et à ses sous-traitants éventuels, ayant droit au paiement direct.

Les modalités et la procédure de paiement direct sont définies aux articles R.2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

Également, en cas de groupement momentané d'entreprises faisant l'objet de paiements séparés, le Titulaire mandataire du groupement fait parvenir les factures du cotraitant qu'il aura préalablement validées.

12.9 Clause de financement et de sûreté

12.9.1 Avance

Conformément aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, il peut être ouvert droit à une avance. Les conditions et les modalités définies aux articles R.2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant 30% pour les petites et moyennes entreprises.

Le Titulaire constitue une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R.2191-36 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

12.9.2 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est appliquée dans le cadre de ce marché.

12.9.3 Cession ou nantissement

Sur demande expresse du Titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

13 CONFIDENTIALITÉ

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse des Manufactures nationales, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Les Manufactures nationales peuvent demander, à tout moment, au Titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

14 REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les Manufactures nationales doivent être en mesure d'exploiter les livrables prévus au CCTP commun à tous les lots, au regard des finalités d'utilisation telles que définies dans le CCTP, et obtenus lors de son exécution pour répondre à l'objet du marché.

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-FCS s'appliquent.

15 RÉSILIATION

15.1 Généralités

Les Manufactures nationales ont la faculté de résilier le présent marché avant son achèvement, sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités :

- Soit pour événements extérieurs au marché, dans les conditions mentionnées à l'article 39 du CCAG-FCS,
- Soit pour événements liés aux marchés dans les conditions mentionnées à l'article 40 du CCAG-FCS,
- Soit pour faute du Titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 41 du CCAG-FCS et des cas complémentaires indiqués ci-dessous,
- Soit pour motif d'intérêt général dans les conditions mentionnées à l'article 42 du CCAG-FCS,
- Soit en application de la clause de sauvegarde prévue à l'article 12.4 du présent CCAP.

Les Manufactures nationales peuvent être amenés à faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

15.2 Résiliation pour faute

En complément des dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS et sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités, les Manufactures nationales peuvent résilier le présent marché, pour faute (résiliation simple) ou aux torts exclusifs du Titulaire (résiliation avec exécution à ses frais et risques) sans indemnisation dans les cas suivants :

- Si le Titulaire n'accomplit pas les diligences nécessaires à l'exercice de sa mission ;
- Si le Titulaire déclare ne plus pouvoir exécuter ses engagements ;
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion des prestations, à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité desdites prestations ;
- En cas de retard significatif ;
- En cas de non-respect répété des obligations et/ou prestations telles que définies dans les documents contractuels.

La résiliation pour faute est précédée d'une mise en demeure préalable, adressée par courrier recommandé avec avis d'admission et restée infructueuse après un délai de dix (10) jours calendaires à compter de sa réception par le Titulaire.

16 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les Manufactures nationales et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par les Manufactures nationales, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données des Manufactures nationales dont les coordonnées seront transmises à la notification du marché.

Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées aux Manufactures nationales à la notification du marché.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, les Manufactures nationales et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à

l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

17 RÈGLEMENT AMIABLE ET PROCÉDURE EN CAS DE LITIGE

Les Manufactures nationales et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché.

L'article 46 du CCAG-FCS s'applique.

Tout litige né de l'exécution du présent marché et à défaut d'accord amiable, relève du droit français et de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Paris :

7 rue de Jouy
75181 PARIS (France) Cedex 04

18 DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG-FCS sont récapitulées dans le tableau figurant ci-dessous :

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS
Article 3	Articles 4.1 et 4.2.1
Article 4.3	Article 23.1
Article 7.2	Article 30.2.1
Article 8.1	Article 14.1.1
Article 8.2.1	Articles 14.1.1 et 14.1.2

***** Fin du document *****